

Recherches sociographiques



Louise SYLVAIN, Louise LAFORCE et Claude TROTTIER, *Les cheminements scolaires des francophones, des anglophones et des allophones du Québec au cours des années 70*

Pierre Dandurand

Volume 29, numéro 1, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056353ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056353ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dandurand, P. (1988). Compte rendu de [Louise SYLVAIN, Louise LAFORCE et Claude TROTTIER, *Les cheminements scolaires des francophones, des anglophones et des allophones du Québec au cours des années 70*]. *Recherches sociographiques*, 29(1), 139–142. <https://doi.org/10.7202/056353ar>

collégiaux, est-ce trop espérer que, dans les développements d'un modèle des dépenses de fonctionnement des cégeps que nous annonce André Lemelin, une place soit réservée aux collégiens définis par leur appartenance à un programme ?

Clément LEMELIN

*Département des sciences économiques,
Université du Québec à Montréal.*

Louise SYLVAIN, Louise LAFORCE et Claude TROTTIER, avec la collaboration d'Alain Massot et Pierre Georgeault, *Les cheminements scolaires des francophones, des anglophones et des allophones du Québec au cours des années 70*, Québec, Conseil de la langue française, Éditeur officiel du Québec, 1985.

On s'en doutait ; on le savait même un peu : il y avait bien un écart appréciable entre la scolarisation des francophones et celles des anglophones et allophones. C'est ce que vient documenter l'ouvrage de Louise Sylvain *et al.* Les données qu'on nous y présente proviennent de l'importante enquête longitudinale sur les aspirations scolaires et l'orientation professionnelle des jeunes, soit le projet Asope dirigé par P.W. Bélanger et G. Rocher. Rappelons que cette enquête a permis d'observer plusieurs cohortes de jeunes sur une période de cinq ans et ainsi de suivre, quasi à la trace, leur cheminement scolaire et professionnel. La période couverte va de 1972 à 1977. Le portrait qu'on nous propose des cheminements scolaires n'est donc pas des plus récents. Ce qui ne lui enlève pas toute pertinence, puisqu'il contribue à préciser les contours de certains phénomènes importants et constitue un repère utile à l'étude de l'évolution des positions relatives des grands groupes linguistiques dans leur mouvement de scolarisation.

L'ouvrage se partage en six chapitres, plus une conclusion et plusieurs annexes. Dans un premier chapitre, on situe la recherche dans le cadre du mouvement de démocratisation de l'éducation au Québec et des politiques linguistiques. Il s'agit en fait de brefs rappels qui éclairent sur la signification et l'à-propos de l'étude des cheminements des jeunes de différentes appartenances linguistiques. Pour appuyer l'intérêt de leur travail aux yeux du Conseil de la langue française, les auteurs insistent sur l'importance d'analyser le cheminement des francophones jusqu'aux études universitaires, dans la perspective d'une francisation du monde du travail à ses plus hauts échelons. On y précise par ailleurs qu'en dehors du fait que l'étude procède à partir de cohortes réelles, son originalité lui vient de ce qu'elle regroupe les cohortes selon la langue maternelle des étudiants et non selon leur secteur d'étude (français et anglais). De plus, on souligne l'avantage de pouvoir, avec les données d'Asope, suivre les jeunes du secondaire à l'université. On verra cependant plus loin que l'étendue même du cheminement pose quelques problèmes, dans la mesure où elle implique l'analyse en parallèle de plusieurs cohortes.

Dans le deuxième chapitre, on annonce d'abord les trois grands volets de la recherche, soit 1. l'analyse descriptive des cheminements scolaires, 2. une analyse explicative de ces cheminements et 3. une analyse des aspirations scolaires chez les trois

groupes linguistiques. Ensuite, on spécifie ce qu'il faut entendre par cheminement scolaire, quelles en sont les principales étapes (points de passage, orientation vers le général ou le professionnel), quelles sont les variables retenues pour une analyse explicative des cheminements, quelle définition des aspirations sera utilisée. Signalons que les variables explicatives que les auteurs retiennent sont le statut socio-économique des jeunes, leur appartenance sexuelle et leurs résultats scolaires. Bien que limité, ce choix est « classique » et inclut les facteurs qui s'avèrent en général les plus importants dans les carrières scolaires.

Avant de passer à la description et à l'analyse, le chapitre III informe sur les aspects usuels de la méthodologie de ce genre de recherche quantitative : échantillonnage, définitions opératoires des variables, etc. Deux ou trois aspects de la méthode sont à souligner, en raison même des conséquences qu'ils ont dans la suite de la recherche et dans la présentation des résultats. Les auteurs ont pris le parti d'étudier la marche de trois cohortes distinctes : celle des jeunes du secondaire I, qu'on suit jusqu'à l'entrée au cégep ; celle des étudiants du secondaire V, jusqu'à l'entrée à l'université ; enfin, celle des étudiants du cégep II, jusqu'à leur quatrième année d'université. L'analyse en parallèle de ces cohortes va poser de multiples problèmes. Par exemple, certains taux de passages varient d'une cohorte à l'autre sans qu'on puisse très bien les expliquer. On apprend par ailleurs que la troisième cohorte, du cégep II à l'université, a probablement perdu en cours de route une proportion significative de jeunes qui poursuivraient hors du Québec des études universitaires. Les résultats sont ainsi partiellement invalidés. On se demande pourquoi on entraîne le lecteur dans tous ces dédales de l'analyse. De cette façon, en effet, la lecture du texte est rendue difficile. On se perd dans la comparaison des cohortes. La même chose peut être dite, me semble-t-il, en ce qui concerne les tableaux et l'analyse multivariée qui, se limitant à trois variables, auraient pu être présentés plus simplement. Sans doute est-ce là une conséquence d'une volonté de rigueur méthodologique et aussi, d'une volonté de pousser à la limite le potentiel des données. Mais cette complexité dans la présentation distrait des principaux résultats.

Le cœur de l'ouvrage est formé par les chapitres IV, V et VI, où sont d'abord décrits les cheminements scolaires des jeunes francophones, anglophones et allophones, où sont ensuite analysés ces parcours en fonction de la réussite scolaire, du sexe, du statut socio-économique des jeunes et, enfin, où sont présentées et analysées les aspirations scolaires des étudiants de première année et de cinquième année du secondaire.

Quelles sont les grandes conclusions qui ressortent de ces multiples observations ? Il y a d'abord, tel que nous l'annoncions dès le début, la persistance, dans cette première moitié des années 1970, des écarts de scolarisation des francophones et des non francophones. Ces écarts s'affirment dès le secondaire : seulement 49% des jeunes francophones inscrits au secondaire I parviennent en secondaire V général ; chez les anglophones et les allophones, ce pourcentage atteint respectivement 73% et 76%. On est donc déjà le plus souvent perdant dès le début de la course à obstacles, selon l'expression de Daniel BERTAUX (*Destins personnels et structure de classe*, Paris, PUF, 1977). La différenciation, les distinctions, se poursuivent au niveau collégial, avec la propension des francophones à choisir le professionnel. C'est le cas en particulier des filles. Ainsi, en bout de piste, les francophones se retrouvent évidemment moins nombreux à l'université. Autour de ce modèle se greffe un ensemble de variantes, dont quelques-unes nous interrogent particulièrement : entre autres, certaines observations laissent entendre que lorsque les jeunes

francophones sont parvenus au niveau collégial, leurs comportements scolaires différeraient peu de ceux des anglophones et des allophones. Les francophones seraient même enclins à poursuivre en plus grand nombre des études universitaires du deuxième cycle. Autre observation qui soulève des interrogations : le cheminement des allophones, qui persévèrent à des taux toujours plus élevés que ceux des anglophones. Enfin, vaut aussi d'être signalé, chez les anglophones et les allophones, le passage fréquent au général des jeunes de l'enseignement professionnel. Tout se passe comme si eux seuls avaient réussi à briser ce cloisonnement et à réaliser les vœux exprimés en ce sens dans le Rapport Parent.

Dans l'analyse des variables explicatives, les résultats pour une part confirment généralement les hypothèses les plus communes, c'est-à-dire que le statut socio-économique élevé favorise la persévérance scolaire, que les résultats scolaires élevés favorisent aussi cette persévérance, que les filles, passées les études secondaires, ont moins de chance que les garçons de se rendre jusqu'à l'université (ce qui maintenant, on le sait, n'est plus vrai). Ces résultats prennent par ailleurs encore plus de sens et d'intérêt quand on apprend du même coup que l'appartenance à un groupe linguistique conserve, par delà ces différences, son effet propre. Ceci confirme des observations que nous avons pu faire de notre côté à partir de données sur les étudiants universitaires francophones, anglophones et allophones et leur orientation selon les champs disciplinaires. Ainsi, on pourrait croire que l'appartenance linguistique renvoie à une position structurelle spécifique et aussi à un effet spécifique de culture.

La dernière partie analytique (chapitre VI) porte sur les aspirations scolaires des jeunes du secondaire I et IV. En fait, ce qu'on trouve au niveau des aspirations rejoint en bonne partie les cheminements effectifs des jeunes de différentes appartenances linguistiques. Ceci s'explique parce que ces aspirations observées sont des aspirations « réalistes » (les jeunes disent ce qu'ils pensent faire) et aussi parce que, comme l'a montré dernièrement Léon BERNIER, ces aspirations se fixent tôt, sont fortement liées aux appartenances sociales des jeunes et jouent aussi comme opérateurs des orientations. (« Tant qu'ils choisiront de vieillir... », dans : Fernand DUMONT, éd., *Une société de jeunes ?*, Québec, I.Q.R.C., 1985 : 28-41 ; voir aussi la thèse de doctorat de l'auteur, présentée en 1987 au Département de sociologie de l'Université de Montréal.)

L'étude se clôt par une conclusion bien faite, qui situe les principaux résultats à la lumière des questions de départ sur les inégalités scolaires entre les groupes linguistiques et sur les politiques linguistiques. On y rappelle les limites de la recherche et on soumet des voies intéressantes de poursuite des analyses.

La contribution la plus importante de cette recherche est peut-être de permettre de poser maintenant un certain nombre de questions, dont la principale renvoie au défi de comprendre les fondements de l'effet spécifique de l'appartenance à un groupe linguistique. Est-ce un effet de culture ou de structure ? Jusqu'à quel point cet effet passe-t-il par un effet plus strictement institutionnel ? Par ailleurs, comment comprendre la persévérance et les aspirations scolaires si élevées chez les allophones, alors qu'il s'agit d'un groupe culturellement et socialement hétérogène ? Enfin, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur la perpétuation de ces écarts entre les groupes linguistiques, d'autant plus que, depuis dix ans, les taux de scolarisation au secondaire, au collégial et à l'université ont beaucoup augmenté, que le modèle de scolarisation des filles s'est transformé considérablement,

que la composition de la population immigrante s'est modifiée et que la communauté anglophone et ses institutions ont aussi changé significativement.

Dans le mouvement général de scolarisation, le maintien ou non des écarts entre les groupes implique des enjeux importants. Et c'est dans cette perspective d'enjeu social que les auteurs, dans un dernier paragraphe, nous invitent à voir les rapports des groupes linguistiques au champ scolaire. On aurait aimé qu'ils le fassent avant mais mieux vaut tard...

Pierre DANDURAND

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

Yuri ORYSCHUK (dir.), *Les communautés culturelles du Québec originaires de l'Europe du Nord*, Montréal, Fides/Société d'histoire des communautés culturelles du Québec, 1987, 224p.

Il s'agit du deuxième de six tomes à paraître sur les communautés culturelles du Québec. On y traite des immigrants d'origine anglaise, belge, danoise, écossaise, finlandaise, galloise, irlandaise, néerlandaise, norvégienne et suédoise. Dans l'esprit des auteurs, mais ce n'est pas indiqué clairement, les communautés culturelles se composent de personnes qui ont immigré au Canada et au Québec, à l'exclusion de leurs descendants nés au pays. C'est à l'examen des statistiques présentées que le lecteur averti perçoit que les titres « Population d'origine ... » n'ont pas le sens qu'on leur donne dans les publications du Recensement quant à l'origine ethnique. Présumément, on aurait dû titrer dans chaque cas « Population immigrante d'origine... ». Alors qu'il est justifié de distinguer les populations de diverses origines ethniques selon qu'elles sont autochtones ou immigrantes, il n'est pas certain que dans tous les cas elles forment des communautés culturelles entièrement distinctes. On aurait dû soulever cette question dans un ouvrage sur les communautés culturelles et encore plus éviter de laisser le lecteur dans l'incertitude quant à ce que l'on entendait. Il y a là une lacune à noter.

Dans la préface, le démographe Réjean Lachapelle rappelle que le Québec a été surtout une terre d'émigration où l'on avait un surcroît de population. Ce fut aussi le lieu d'arrivée d'immigrants qui allaient ensuite ailleurs, au Canada et aux États-Unis. Ceux qui y demeurèrent s'établirent principalement dans la région montréalaise et leurs descendants y eurent tendance à devenir anglophones. Ce n'est qu'au cours des dernières décennies qu'on adopta des mesures pour exiger la fréquentation de l'école de langue française par les enfants allophones et pour favoriser l'incorporation des divers éléments de la population à une société québécoise francophone. Il appert qu'une telle politique diminuerait l'immigration internationale et interprovinciale et augmenterait l'exode des entreprises et de la population anglophones du Québec. Ceci souligne la fragilité de l'immigration au Québec, alors même qu'il y a eu chute de la natalité chez les francophones.